



HAL
open science

Quelle gauche urbaine ?

Gilles Pinson

► **To cite this version:**

Gilles Pinson. Quelle gauche urbaine?. L'Économie politique, 2020, Que peuvent les maires?, 85, pp.102-112. 10.3917/leco.085.0102 . halshs-02491825

HAL Id: halshs-02491825

<https://shs.hal.science/halshs-02491825>

Submitted on 23 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelle gauche urbaine ?

Gilles Pinson

Article paru dans *L'économie politique*, no. 85, 2020

Dans une récente édition, le quotidien local *La Marseillaise* publiait le portrait d'une femme s'appêtant à se présenter sur une des listes citoyennes qui, à l'approche des élections municipales et sur fond de crépuscule de l'ère Gaudin, se multiplient dans la cité phocéenne¹. La femme en question est une néo-Marseillaise. Elle a quitté Nantes, où elle avait passé toute sa vie, pour s'installer à Marseille, et ce, sans y être contrainte professionnellement. Elle affiche un fort engagement à gauche et confesse même un « *bon fond marxiste* ». Fait intéressant, elle justifie son exil en expliquant que Nantes est devenue une ville bourgeoise, gentrifiée, « *où les luttes sont "anesthésiées, lissées" par le marketing urbain et culturel. Je me souviens de tags quand je suis partie : "Nantes, tu pues la Javel"* ». A l'inverse, elle trouve dans Marseille une ville où « *au moins la lutte des classes est claire, complètement visible* ». Ajoutant : « *L'envers de l'abandon des pouvoirs publics, c'est l'auto-organisation des habitant.es, qui est vraiment forte. Ici on sait encore obtenir des victoires.* »

Voici donc une femme fortement socialisée à gauche qui explique avoir fui une ville gouvernée par les socialistes et leurs alliés communistes et verts depuis 1989 et souvent donnée en exemple pour l'excellence de ses politiques. Et qui lui préfère Marseille, gouvernée à droite depuis 1995 et souvent dépeinte comme la capitale du clientélisme, de la corruption et de la mauvaise gouvernance. Une ville où l'abandon des taudis du centre-ville est érigé en instrument de politique urbaine rendant impossible la vie des plus précaires et préparant le terrain aux promoteurs. Une ville où le découpage en secteurs électoraux conduit la majorité de droite à abandonner des quartiers nord inutiles électoralement². L'expérience de cette Nantaise néo-Marseillaise est féconde en questionnements. N'est-elle pas emblématique d'une sorte de divorce entre des édiles urbains de gauche et une partie de leur électorat ? La gauche – ou peut-être vaudrait-il mieux dire les gauches ? – ne sont-elles pas aujourd'hui trop fragmentées pour être en mesure d'accoucher d'un programme urbain commun ? Les velléités de transformation urbaine et sociale des édiles sociaux-démocrates ne se sont-elles pas définitivement émoussées dans la pratique du pouvoir ? Ce témoignage nous parle aussi des limites de l'action publique urbaine. La plus grande maîtrise de l'urbanisme qui fait la réputation de la gouvernance nantaise a engendré une ville aseptisée au goût de certains. L'incurie des édiles marseillais a assuré le maintien dans la ville d'interstices et de zones grises que les mouvements sociaux et les populations précaires peuvent investir.

¹. « On est toutes représentatives », par Valérie Manteau, *La Marseillaise*, 24 novembre 2019, accessible sur <http://m.lamarseillaise.fr/>

². Pour une description journalistique de la mauvaise gouvernance urbaine de la municipalité de Jean-Claude Gaudin et de ses effets sur la ville, voir *La chute du monstre. Marseille année zéro*, par Philippe Pujol, Le Seuil, 2019.

Nous voudrions défendre ici un point de vue à la fois moins relativiste et peut-être un peu plus optimiste. Bien loin de nous l'idée de décrire par le menu ce qui pourrait être un programme urbain de gauche. C'est l'affaire des acteurs de la lutte politique. Nous voudrions ici développer trois arguments. Le premier, c'est qu'il existe bien des différences entre offres politiques urbaines de gauche et de droite. Ces différences sont plus marquées à certaines époques qu'à d'autres et nous sortons actuellement d'une séquence où ces différences se sont progressivement estompées. Le deuxième, c'est que, d'une certaine manière, l'offre politique urbaine de gauche a été « victime de son succès ». Elle est devenue progressivement « *mainstream* », ce qui a largement contribué à l'impression dominante selon laquelle les gouvernements urbains font à peu près tous la même chose, qu'ils soient de gauche ou de droite. Le troisième argument, c'est que cette offre politique urbaine de gauche est aujourd'hui « dépassée par les événements ». Les solutions qu'elle a mises en œuvre ont contribué à engendrer des phénomènes urbains qu'elle ne sait plus endiguer. Par ailleurs, elle est aujourd'hui confrontée à de nouveaux problèmes qu'elle n'a pas su anticiper et face auxquels elle peine à faire émerger des solutions. Cette impasse nous fait entrer dans une nouvelle période de politisation des enjeux urbains.

Des cycles de politisation

Pour porter un programme politique de gauche à l'échelle des villes, encore faut-il que cette échelle se prête à la politisation. Or cela ne va pas de soi ! En France comme ailleurs, l'échelle locale, qu'elle soit urbaine ou rurale, a souvent échappé aux logiques idéologiques et partisans. Dans les pays du nord de l'Europe, les municipalités sont vues comme des lieux d'exercice d'un pouvoir essentiellement gestionnaire, vouées notamment à mettre en œuvre des politiques de l'Etat-providence définies au niveau national. La dépolitisation est ici de nature essentiellement technique. En France, elle a longtemps été davantage le fait des « notables », ces élus qui dominent la scène locale par la grâce du cumul des mandats. Jusqu'à la décentralisation, ceux-ci se donnent à voir non pas comme les représentants d'un camp politique ou d'une option idéologique mais en gestionnaires prudents, seuls en mesure d'intercéder auprès de l'Etat central, de plus en plus omniprésent dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques. Ces notables ont recours à une rhétorique apolitique et consensualiste pour assurer leur pouvoir. Ce faisant, ils imposent une vision des affaires locales qui ne se prête guère à un encodage idéologique³. Cette tendance de fond à la dépolitisation du local a néanmoins été régulièrement perturbée par des moments de politisation. A partir des années 1880-1890, les expériences du socialisme municipal⁴ voient certaines mairies s'ériger en lieu de contestation du conservatisme et d'expérimentation d'un socialisme pragmatique et gestionnaire qui sera l'objet des railleries de Lénine et de Jules Guesde. Cette pratique se traduit notamment par un fort interventionnisme économique, sous la forme de la création d'entreprises municipales, et

³. Pour un regard étranger, états-unien en l'occurrence, de cette dépolitisation du local, on pourra consulter avec profit *Le consensus ambigu. Etude sur le gouvernement local*, par Mark Kesselman, Cujas, 1972. Pour une lecture plus située de la construction d'un notable, voir *Société et politique. Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux*, par Jacques Lagroye, Pedone, 1973.

⁴. Pour une illustration à partir d'un cas concret, voir *Le socialisme municipal. Villeurbanne 1880-1982*, par Bernard Meuret, Presses universitaires de Lyon, 1982.

fera l'objet, dans l'entre-deux-guerres, d'une censure de plus en plus tatillonne de la part du Conseil d'Etat au nom de la liberté d'entreprendre. Après la révolution d'Octobre en 1917 et le Congrès de Tours en décembre 1920, le flambeau est repris par les communistes⁵, mais le bilan du communisme municipal sera maigre du fait notamment de l'hostilité du comité central au « *crétinisme municipal* ». Comme quoi la tendance à cantonner le local et l'urbain à l'infra-politique n'est pas l'apanage de la droite.

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale promettaient les espaces urbains à une intense politisation. Après tout, la guerre froide et, pour ce qui est de la France, la puissance des mouvements communiste et gaulliste offraient un contexte propice. Mais il en fut tout autrement. La raison s'en trouve dans les jeux d'alliances qui se nouent à l'époque entre la droite non gaulliste, les indépendants, les chrétiens-démocrates, les radicaux et les socialistes contre les deux forces montantes que sont les gaullistes et les communistes. Sous le nom de « Troisième Force », cette coalition improbable domine l'espace politique national du temps de la IV^e République, avant que la V^e République n'impose la logique de bipolarisation gauche/droite. Mais ces logiques de coalitions transcendant le clivage gauche/droite et brouillant les frontières idéologiques vont perdurer au niveau local. Elles vont faire la fortune de grands notables cumulards qui assurent leur longévité en recourant à un registre consensualiste. De grandes villes comme Nantes ou Marseille sont ainsi gouvernées par ce type d'attelage politiques hétéroclites qui vont se maintenir jusqu'en 1977.

La décennie 1970 correspond à un moment de repolitisation du local. Dans le sillage de Mai 1968, la période voit fleurir pléthore de « nouveaux mouvements sociaux » : écologistes, régionalistes, féministes, etc. Parmi ces mouvements, les « luttes urbaines » ciblent les politiques mises en œuvre par la machine technocratique de l'Etat. La rénovation urbaine, le manque d'équipements dans les quartiers d'habitat social ou encore les atteintes à l'environnement sont particulièrement visés. Ce « syndicalisme du cadre de vie »⁶, qui mobilise les nouvelles classes moyennes issues du développement de l'Etat-providence, va servir de terreau au Parti socialiste refondé à Epinay en 1971. Le parti radicalise son discours et ses programmes et choisit de jouer le jeu de la bipolarité gauche/droite en s'alliant au PCF et en abandonnant les alliances au centre. Il fait des élections locales les espaces d'expérimentation de cette nouvelle stratégie, ce qui généralement crée des conflits entre une vieille garde SFIO favorable aux alliances au centre et une nouvelle garde soucieuse de se connecter aux mouvements sociaux, de s'allier au PC et de politiser le local⁷. L'enjeu pour cette nouvelle gauche urbaine est de montrer qu'elle est capable de changer la vie en changeant la ville.

L'emprise des partis sur les élections et la bipolarisation gagnent alors les espaces locaux. Cette politisation va avoir des effets directs sur le contenu des politiques urbaines. Les victoires des

⁵. Voir *Banlieue rouge 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Annie Fourcaut (dir.), Autrement, 1992.

⁶. Voir « Le gouvernement municipal en France. Un modèle d'intégration en recomposition », par Olivier Borraz, *Pôle Sud* n° 13, 2000, pp. 11-26.

⁷. *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, par Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, Editions du Croquant, 2006.

listes issues des Groupes d'action municipale, ces mouvements de citoyens militants insatisfaits de l'offre partisane, ou des listes d'Union de la gauche aux élections municipales de 1977 provoquent des changements assez radicaux dans les choix urbains. Certains projets d'autoroutes pénétrantes sont abandonnés contre l'avis des services de l'Etat et des services techniques municipaux qui leur sont souvent inféodés⁸, le patrimoine architectural et urbain est reconsidéré, de nouvelles formes urbaines plus compactes et mieux intégrées dans le tissu existant sont inventées, les politiques culturelles sont dépoussiérées. A la charnière des années 1970 et 1980, le contraste est clair entre des villes comme Nantes, Rennes, Grenoble ou Montpellier d'une part, qui, désormais contrôlées par des couches sociales et politiques nouvelles, rompent avec la *doxa* urbaine de l'Etat, et d'autre part les villes tenues par les notables gaullistes ou du centre comme Bordeaux ou Lyon.

L'hégémonie de la gauche urbaine

Par une sorte d'ironie de l'histoire, le contre-projet porté par la gauche urbaine dans les années 1970 et 1980 va peu à peu perdre son caractère « disruptif » et bientôt fournir la colonne vertébrale des politiques urbaines des années 1990 et 2000. Pourtant, il faut rappeler le caractère de rupture avec les politiques urbaines portées par l'Etat qu'avait l'agenda des municipalités de gauche dans les années 1960 et 1970. Proposer de construire une ligne de tramway sur une réserve foncière constituée par l'Etat pour aménager une autoroute urbaine fait de vous à l'époque un quasi-révolutionnaire. Idem lorsque vous préservez des éléments de patrimoine industriel pour y installer des équipements culturels ou des logements sociaux.

Non seulement la gauche urbaine invente des alternatives radicales à la *doxa* urbanistique de l'Etat, mais elle investit aussi de nouveaux champs jusqu'alors délaissés par les notables. C'est le cas notamment du développement économique⁹. Certaines villes vont se lancer dans des politiques risquées de sauvetage d'entreprises locales, à l'instar de Saint-Etienne, gouvernée entre 1977 et 1983 par une majorité d'Union de la gauche dominée par les communistes¹⁰. Au-delà de ces exemples isolés et sans grande postérité, les villes de gauche vont se montrer actives pour développer les liens entre l'université et le monde industriel, posant les jalons de la politique des technopoles et, plus tard, des pôles de compétitivité. Elles vont également innover en matière de marketing territorial et de politiques d'achat public. En fait, ce que les villes gouvernées par la nouvelle gauche urbaine inventent, en France mais aussi au Royaume-Uni ou en Italie, c'est un mode de gouvernement urbain dans lequel des élus s'autorisent à investir tous les secteurs de l'action publique municipale au nom d'un projet politique d'ensemble. Ce faisant, ces édiles rompent avec la tendance des générations d'élus précédentes qui estimaient que l'action publique urbaine relevait avant tout de l'Etat, de ses services déconcentrés et de

⁸. Pour un récit épique à partir du cas de Nantes, voir *Les élus du tramway. Mémoires d'un technocrate*, par Michel Bigey, Lieu commun-Edima, 1993.

⁹. Politique urbaine et développement local. Une comparaison franco-britannique, par Patrick Le Galès, L'Harmattan, 1993.

¹⁰. « Relancer Saint-Etienne. Conditions institutionnelles et capacité d'action collective dans une ville en déclin », par Vincent Béal, Rémi Dormois et Gilles Pinson, 2010, Métropoles, disponible sur <https://journals-openedition-org.inshs.bib.cnrs.fr/metropoles/4380>

fonctionnaires municipaux se considérant eux-mêmes davantage comme des supplétifs de l'Etat qu'au service des élus locaux.

Cette posture très entreprenante des élus de la gauche urbaine va devenir une norme au cours des décennies suivantes et perdre de ce fait de sa spécificité idéologique et partisane. Deux évolutions vont œuvrer dans cette direction. L'une est propre à la France. Ce sont les réformes de décentralisation qui confient aux élus locaux la conception et la mise en œuvre d'un projet politique pour le territoire. L'autre tient aux transformations des systèmes productifs et à ce que l'on n'appelle pas encore la globalisation. En effet, la mobilisation des territoires et notamment des villes est de plus en plus vue comme une réponse possible à la crise économique qui affecte le monde occidental depuis les années 1970. Cette crise est interprétée comme le lent déclin du fordisme, dont l'Etat et ses politiques redistributives étaient une composante essentielle. Le régime d'accumulation qui le remplace semble davantage s'organiser autour de régions ou de villes. Ces dernières sont dès lors de plus en plus identifiées comme les échelles à partir desquelles on peut concevoir des stratégies d'adaptation à cette nouvelle donne économique¹¹.

De fait, après avoir été durement touchées par la crise de désindustrialisation, une bonne partie des villes du monde occidental redressent la tête à partir des années 1990. Les plus grandes d'entre elles semblent être devenues les centres névralgiques du capitalisme postfordiste ou informationnel¹². Elles forment l'écosystème où s'épanouissent les activités situées en amont (conception, recherche, etc.) et en aval (commercialisation, organisation des échanges commerciaux, etc.) du processus manufacturier. Alors que les activités industrielles ou logistiques non encore délocalisées sont refoulées hors de leurs murs, les grandes villes voient leurs économies se tertiariser. Leurs espaces centraux débarrassés des activités manufacturières sont de plus en plus prisés pour le développement des activités amont et aval. Ce changement des fonctions économiques des zones centrales s'accompagne d'un changement sociologique. La résidence dans ces zones est de plus en plus réservée à ceux exerçant des emplois dans les fonctions dites « métropolitaines ». Les villes se gentrifient.

Sans l'avoir cherché, les politiques de la gauche urbaine des années 1970 et 1980 ont largement préparé le terrain à « l'urbanisation » des fonctions économiques qui sont au cœur du capitalisme informationnel. Les politiques de préservation du patrimoine architectural et urbain, de piétonnisation, de promotion des transports en commun et des modes doux ou encore celles de soutien à des formes d'expression culturelle alternatives vont s'avérer favorables à l'accueil des activités clés du capitalisme informationnel et conformes aux goûts et pratiques des populations qui sont au cœur de ces activités. Des villes comme Rennes, Nantes, Montpellier ou Grenoble, où la gauche urbaine a expérimenté son nouvel agenda dans les années 1970, reprennent rapidement des couleurs et font vite figure de parangons d'attractivité. Voyant que ces politiques répondent aux attentes du capitalisme informationnel, les villes tenues par la

¹¹. Voir *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Georges Benko et Alain Lipietz (dir.), PUF, 1992 ; *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel*, par Pierre Veltz, PUF, 1996.

¹². *Economie des villes contemporaines*, par Jean-Marie Huriot et Lise Bourdeau-Lepage, Economica, 2009.

droite adoptent progressivement des agendas proches : Lyon, sous la houlette de Michel Noir élu en 1989 puis de Raymond Barre qui lui succède en 1995 ; Bordeaux, reprise en main par Alain Juppé en 1995 ; et même Nice, que Christian Estrosi dote d'un tramway en 2007.

Ainsi, un agenda disruptif que la gauche urbaine avait mis sur pied pour faire pièce aux politiques de l'Etat et pour servir les intérêts des groupes sociaux qui constituaient alors sa base électorale – la classe ouvrière et la petite classe moyenne salariée – est-il devenu dans les années 1990 et 2000 l'agenda standard des villes qui se veulent compétitives et attractives. Le brouillard idéologique s'abat à nouveau sur la ville. A part des commerçants en retard d'une bataille, peu de voix s'élèvent contre les derniers projets de tramway. Qui peut être contre la reconquête des fronts de mer ou des berges de fleuves au profit d'activités ludiques et de la déambulation ? Et puis les maires sociaux-démocrates – les Jean-Marc Ayrault à Nantes, Gérard Collomb à Lyon, Martine Aubry à Lille –, dont la longévité n'a d'égale que la bonne image dont bénéficie leur ville, finissent par s'enivrer au flacon de l'entrepreneurialisme urbain. Jean-Marc Ayrault refuse d'envisager une pause dans la croissance de la ville qu'il avait conquise en 1989, une pause que réclamaient ceux qu'inquiétait l'impact sur l'environnement et le cadre de vie de la forte attractivité résidentielle de la ville. C'est ce qui le conduira à porter jusqu'au bout le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. De son côté, Gérard Collomb se plaît à célébrer l'alliance qui le lie aux milieux patronaux locaux. Alliance forgée par une commune croyance dans la vocation de Lyon à rejoindre le top 15 des villes européennes.

Vers une repolitisation des enjeux urbains

L'alignement des édiles urbains français, qu'ils soient de droite ou de gauche, derrière un même agenda articulant recherche de l'attractivité territoriale et de la cohésion sociale signifie-t-il que les différences entre villes de droite et villes de gauche ont disparu ? Non ! Il faut reconnaître que, quand bien même les villes gouvernées à gauche peuvent se montrer extrêmement ambitieuses voire agressives en matière de politiques d'attractivité territoriale, cela ne les empêche pas, par ailleurs, de se montrer plus volontaristes que les villes tenues par la droite en matière de politiques sociales, notamment sur le logement social.

Mais il y a une autre différence. Les grandes villes de gauche se caractérisent aussi par une plus grande propension à l'interventionnisme municipal et intercommunal, par une activation plus systématique des instruments d'action publique à leur disposition pour réguler tel ou tel secteur de la vie économique et sociale, mais aussi par une plus grande capacité d'innovation en matière de politiques publiques. On y trouve plus systématiquement que dans les villes de droite des élus qui formulent une commande politique claire en direction de la machine administrative, que ce soit en matière de développement économique ou de cohésion sociale. Les élus des villes de droite considèrent moins spontanément que l'action publique est légitime. Cela se voit en matière d'action foncière, de mobilisation des outils permettant de lutter contre l'habitat insalubre ou encore dans des domaines comme la régulation des plates-formes telles qu'Airbnb. La mue de Paris depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en 2001 après vingt-cinq ans de domination gaulliste est édifiante de ce point de vue. Jusque-là largement à la traîne derrière les

capitales régionales en matière d'innovation urbaine, la capitale et son administration ont depuis largement refait leur retard.

Mais, on le voit, les distinctions se construisent de plus en plus sur des logiques gestionnaires plutôt que proprement idéologiques ou partisans. Les administrations urbaines de gauche sont plus actives et plus innovantes. Elles attirent davantage les jeunes fonctionnaires territoriaux ambitieux. A l'inverse, les édiles sont redevenus réticents à l'idée même de placer leur action sous les auspices d'un projet idéologique global. D'ailleurs, les programmes d'action publique urbaine ne sont plus valorisés en ce qu'ils seraient la déclinaison locale de principes supérieurs. Ils sont présentés comme résultant d'une approche pragmatique et érigés ensuite en modèle s'ils ont montré quelques signes de succès.

Au-delà, on peut penser que cette dépolitisation « *new-look* », non plus tant notabiliaire que pragmatique et gestionnaire, a eu des effets sur la base sociale et électorale des majorités urbaines sociales-démocrates. Celle-ci s'est d'abord élargie en intégrant des groupes sociaux aux sensibilités plus centristes, notamment ceux qui sont liés à ce capitalisme informationnel que les politiques urbaines sociales-démocrates ont su accommoder. Puis cet étirement s'est soldé par une fracture. Les gauches urbaines sociales-démocrates se sont aliénées une partie de l'électorat marqué à gauche qui ne se retrouve plus dans les discours sur la compétitivité urbaine et peine à se maintenir dans les villes-centres du fait de l'emballement des prix de l'immobilier. On peut penser ici au précaire intellectuel et aux groupes sociaux caractérisés à la fois par un attachement à la ville dense et un capital économique modeste. Les gauches urbaines ont aussi vu « fondre » une partie de leur électorat traditionnel, celui des ouvriers et employés de plus en plus contraints à (et souvent aussi séduits par) l'exil périurbain. Si l'on ajoute à ces éléments le traumatisme et les fractures engendrés par le quinquennat Hollande au sein du « peuple de gauche » et l'émergence du « macronisme », on obtient un tableau complet de la crise que traverse la social-démocratie urbaine en France. Crise qui a déjà produit ses effets à Grenoble (dirigée depuis 2014 par les Verts) et pourrait bien toucher demain Strasbourg, Nantes ou Rennes.

Les agendas routinisés mêlant attractivité et cohésion sociale ont non seulement privé la gauche urbaine d'une partie de ses soutiens, mais ils se sont avérés incapables d'anticiper et de gérer certains problèmes. Ils peinent aujourd'hui à prendre en charge des enjeux tels que l'étalement urbain et l'explosion consécutive des mobilités¹³ ou l'explosion des prix fonciers dans les zones centrales, la pénurie structurelle de logements dans les marchés immobiliers dits tendus et le phénomène de la gentrification. Pire, ces phénomènes sont souvent des effets pervers à long terme des politiques de réinvestissement des espaces centraux que les municipalités de la nouvelle gauche urbaine lancèrent dans les années 1970 et 1980 pour enrayer les phénomènes de départ des habitants : lutte contre les taudis et l'habitat insalubre, soin apporté aux espaces publics et aux équipements. Mais là aussi, les outils à disposition – politiques d'acquisition

¹³. A sa décharge, il faut dire que le cadre institutionnel n'aide pas. La fragmentation municipale et le caractère trop étrié des intercommunalités sont autant de freins à une planification du développement urbain qui permettrait une meilleure couverture des besoins de mobilité par les transports en commun.

foncière ou d'encadrement des loyers – ne sont pas pléthore et impliquent une action de long terme pour être pleinement efficaces.

Ces agendas urbains sociaux-démocrates suscitent aujourd'hui de nouvelles contestations venant de la « gauche de la gauche » et des mouvements citoyens qui se constituent à l'approche des élections municipales de 2020. Le consensus qui s'était progressivement installé se fissure et il est fort probable que nous entrons dans une nouvelle phase de politisation des enjeux urbains. Depuis que la notion de « métropole » est entrée dans le droit français à la faveur notamment de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Maptam), elle est devenue la cible des critiques visant les politiques urbaines organisées autour des impératifs de croissance, d'attractivité et de ciblage du peuplement qu'ont porté villes de droite et villes de gauche. De ce point de vue, le foisonnement de livres désignant la norme métropolitaine comme le nouvel ennemi est édifiant¹⁴. Les Verts, qui ont le vent en poupe, notamment dans les grandes villes, profitent de la remise en cause des politiques échafaudées du temps où le Parti socialiste dominait à gauche.

Mais un autre phénomène émergent risque de marquer les prochaines municipales : la constitution de listes citoyennes qui ressemblent fort au Groupes d'action municipale qui avaient contribué à repolitiser les enjeux urbains dans les années 1970. Ces listes prospèrent sur fond de remise en question des logiques de professionnalisation et de délégation politiques – portée par ailleurs par les gilets jaunes –, mais aussi de diffusion des théories du municipalisme¹⁵, de l'écologie sociale et des réflexions sur les communs¹⁶. Cet ensemble intellectuel et pratique hétéroclite fait de la commune l'échelle la plus ajustée non seulement pour organiser la transition écologique, mais aussi pour mettre en place des dispositifs de démocratie directe et permettre une implication des citoyens dans la décision publique. Le site « La Belle Démocratie »¹⁷ recense aujourd'hui plus d'une trentaine de listes plus ou moins explicitement inspirées des principes du municipalisme. La plupart de ces listes délaissent les thèmes qui au fil des années étaient devenus centraux dans les programmes des élus sociaux-démocrates – la croissance, l'emploi, l'attractivité – pour se concentrer sur ceux qui leur semblent avoir été délaissés : l'aide aux SDF, l'alimentation, le retour de services et d'aménités urbains dans le giron des communs, et bien entendu la multiplication des dispositifs d'implication directe des citoyens. Quelles que soient les performances électorales de ces listes, dont beaucoup comptent dans leurs rangs des transfuges des partis de gauche, il y a fort à parier que leurs propositions auront une influence sur les propositions des partis établis et sur les

¹⁴. Par exemple, *Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, par Guillaume Faburel, Le passager clandestin, 2018 ; *Contre Euralille. Une critique de l'utopie métropolitaine*, par Antonio Delfini et Rafaël Snoriguzzi, Rue des Etaques, 2019 ; *Habiter contre la métropole*, Conseil nocturne, Divergences, 2019.

¹⁵. Dont l'un des inspirateurs les plus influents était le philosophe libertaire états-unien Murray Bookchin. Voir de lui *Pour un municipalisme libertaire*, Atelier de création libertaire, 2003.

¹⁶. La notion de « communs » désigne des ressources et des biens dont on considère qu'ils ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée, par des individus ou des entreprises, et qu'ils doivent être gérés et utilisés dans le cadre de formes de gestion collective par une communauté.

¹⁷. www.labelledemocratie.fr

programmes des futures municipalités de gauche. Nous entrons vraisemblablement dans une nouvelle phase de politisation intense des enjeux urbains.